



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 6 septembre 1995

Pour être diffusé à 8 h 30

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA

SEP 6 1995

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

- **Finances publiques fédérales, 1994-1995 et 1995-1996**
 Sur la base du système de gestion financière, les recettes de l'administration fédérale devraient atteindre 147,5 milliards\$ en 1995-1996. Les dépenses devraient totaliser 179,8 milliards\$. Cela occasionne un déficit de 32,3 milliards\$.

2
- **Indice de l'offre d'emploi, août 1995**
 L'indice continue à baisser pour le cinquième mois consécutif. Il a diminué de 2% en août pour s'établir à 95. L'indice se retrouve ainsi à un niveau semblable à celui observé en avril 1994.

6

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Enquête sur les anticipations à court terme

7
- Statistiques du téléphone, grands réseaux téléphoniques, 1994

7
- Produits chimiques industriels et résines synthétiques, juillet 1995

7

NOUVELLES PARUTIONS 8



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

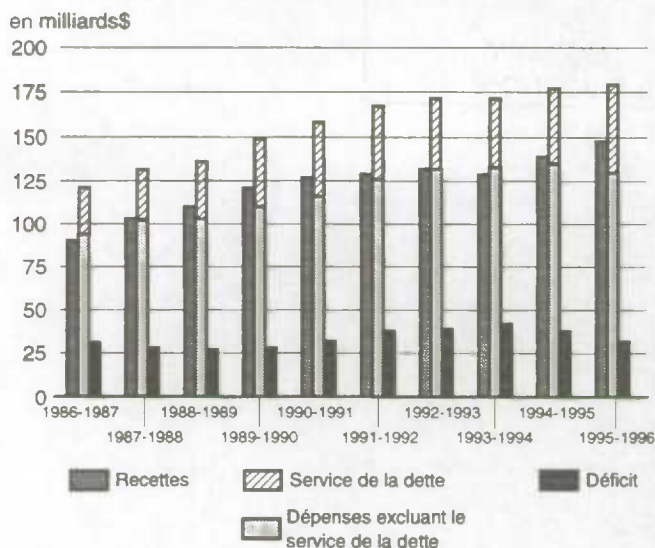
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Finances publiques fédérales

1994-1995 (estimations révisées) et 1995-1996 (estimations)

Sur la base du système de gestion financière, les recettes de l'administration fédérale devraient atteindre 147,5 milliards\$ en 1995-1996. Les dépenses devraient totaliser 179,8 milliards\$. Ceci occasionne un déficit de 32,3 milliards\$.

Finances publiques de l'administration fédérale
sur la base du SGF



On s'attend à ce que les recettes augmentent de 5,9% par rapport à 1994-1995, comparativement à un taux annuel moyen de variation de 2,9% pour les cinq années antérieures, tandis que les dépenses devraient progresser de 1,6%, soit sensiblement moins que la moyenne de 3,5% des cinq années précédentes. Le total des dépenses pour 1995-1996 comprend une réserve pour éventualités de 2,5 milliards\$, réserve qui n'existe pas dans les données de l'année précédente.

Recettes

Les impôts sur le revenu des particuliers devraient atteindre 66,1 milliards\$, une hausse de 3,6 milliards\$ (+5,7%) par rapport à 1994-1995. L'impôt des sociétés devrait augmenter de 2,5 milliards\$ (+19,3%), surtout en raison de profits plus élevés au sortir de la récession.

Note aux lecteurs

Le système de gestion financière (SGF) offre une présentation normalisée de la comptabilité des administrations publiques fédérale, provinciales et locales. Les systèmes comptables de ces administrations ne sont pas directement comparables, car les politiques et les structures de chacune d'elles diffèrent. Le SGF ajuste les données provenant des budgets, des prévisions, des comptes publics et des autres dossiers des administrations publiques dans le but d'obtenir des données détaillées et comparables entre administrations, de même que des agrégats nationaux compatibles qui soient cohérents dans le temps.

Un rapprochement détaillé des données du SGF et des données des comptes publics, des budgets et des estimations des dépenses existe pour chaque année de référence.

L'apport sur l'augmentation annuelle des modifications à l'impôt des grandes sociétés et à la surtaxe sur les sociétés et de l'augmentation temporaire de l'impôt sur le capital pour les grandes institutions de dépôt sera marginale.

Les rentrées au titre de la taxe sur les produits et les services (TPS) devraient atteindre 22,2 milliards\$, en hausse de 4,0% par rapport à 1994-1995. Les autres taxes de consommation, sans la TPS, devraient totaliser 11,3 milliards\$ en 1995-1996, en hausse de 0,9% par rapport à l'année précédente. En dépit de la hausse de 0,60\$ par cartouche de cigarettes de la taxe d'accise sur le tabac dans les provinces de l'Ontario et du Québec, les recettes des taxes sur les boissons alcooliques et le tabac devraient diminuer légèrement (-1,3%) par rapport à l'année précédente.

L'augmentation de 1,5 cent par litre de la taxe d'accise sur l'essence est la cause majeure de la majoration prévue de 0,5 milliard\$ (+14,6%) des taxes sur le carburant. Une baisse de 0,5 milliard\$ (-13,7%) des droits de douane, obtenue en raison des réductions de tarifs en vertu du GATT et de l'ALENA, devrait compenser cet accroissement.

Les contributions à l'assurance-chômage devraient augmenter de 4,2% pour atteindre 19,7 milliards\$ en 1995-1996, principalement à la suite de l'amélioration de la situation économique.

On estime que les recettes non fiscales augmenteront de 3,9% par rapport à l'année précédente, pour atteindre 10,7 milliards\$, à la suite de modifications de certains frais, d'une importance accrue accordée au recouvrement des coûts et d'une augmentation des frais d'intérêt sur les taxes non payées.

Dépenses

Les dépenses totales devraient s'accroître de 2,8 milliards\$, à la suite de la combinaison d'une augmentation prévue de 7,1 milliards\$ des frais de la dette et d'une diminution de 4,3 milliards\$ de toutes les autres dépenses.

Le coût du service de la dette devrait augmenter de 16,9% en 1995-1996, comparativement à une croissance moyenne sur cinq ans de 1,7%. Cette tendance est attribuable à l'accroissement des taux d'intérêt et à un niveau d'endettement plus élevé en 1995 qu'en 1994. Ce coût, de 49,4 milliards\$, devrait constituer 27,5% du total des dépenses.

Les services sociaux devraient correspondre à 32,2% des dépenses en 1995-1996, représentant une augmentation de 0,2% par rapport à l'année précédente, ce qui contraste avec l'augmentation annuelle moyenne de 6,0% de cette catégorie au cours des cinq années se terminant en 1994-1995. Une diminution, estimée à 1,0 milliard\$, des paiements d'assurance-chômage devrait être compensée par des augmentations de 0,6 milliard\$ de la sécurité de la vieillesse et de 0,7 milliard\$ du bien-être social, dont presque la moitié consiste en paiements en vertu du Programme d'aide pour la pêche des poissons de fond de l'Atlantique et du Programme d'initiative stratégique.

Les dépenses au titre des services généraux devraient atteindre 7,7 milliards\$ en 1995-1996. Leur croissance, de 2,5%, est plus basse que leur augmentation annuelle moyenne de 3,3% au cours des cinq années précédentes, à cause des programmes de compression des effectifs et de restrictions financières dans le secteur public.

Les dépenses au titre de la santé et de l'enseignement devraient baisser respectivement de 10,3% et de 6,6%, et celles au titre de la défense nationale devraient servir de base à la baisse prévue de 0,8 milliard\$ (-5,0%) des dépenses de protection de la personne et de la propriété.

Les dépenses au titre des transports et des communications devraient diminuer de 0,7 milliard\$ en 1995-1996 (-18,5%), principalement en raison de l'élimination ou de la réduction des subventions de transports.

Les dépenses au titre des affaires extérieures et de l'aide internationale devraient décroître de 1,7 milliard\$

Sources des données

Les estimations pour 1995-1996 et les estimations révisées de 1994-1995 ont été établies à partir des budgets fédéraux de 1994-1995 et 1995-1996, des budgets des dépenses principaux de 1994-1995 et 1995-1996, des quatre budgets des dépenses supplémentaires de 1994-1995, du rapport financier annuel de septembre 1994 et de l'exposé économique et financier d'octobre 1994. Des renseignements supplémentaires ont été communiqués par le ministère fédéral des Finances.

Les données pour toutes les années de référence comprennent les opérations financières des ministères, des organismes, des offices et des commissions qui font partie de l'administration fédérale à des fins statistiques. Les recettes et les dépenses des entreprises commerciales fédérales n'en font pas partie, et sont incluses dans les autres séries statistiques que publie la Division des institutions publiques.

en 1995-1996, par rapport à 1994-1995, principalement à cause de la diminution prévue de 0,8 milliard\$ des paiements de réduction de la dette multilatérale.

Les paiements de transferts à des fins générales aux autres administrations publiques en 1995-1996 devraient atteindre 10,6 milliards\$, une somme de 0,6 milliard\$ (-5,0%) de moins qu'en 1994-1995. Cette diminution est principalement due à la baisse des paiements de péréquation et à l'élimination du transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

Les autres catégories de dépenses, sans compter les réserves de 2,5 milliards\$ pour éventualités diverses, devraient totaliser 17,3 milliards\$ pour l'exercice 1995-1996, ce qui constitue une baisse de 2,1 milliards\$ (-10,9%) par rapport à 1994-1995.

Données stockées dans CANSIM: matrice 2780.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Loggie au (613) 951-1809 ou Paul Blouin au (613) 951-8563, Division des institutions publiques.

Les données existent aussi sous forme de totalisations spéciales. Pour obtenir des renseignements généraux concernant les produits et les services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Jo-Anne Thibault au (613) 951-0767. □

Recettes et dépenses de l'administration fédérale (basées sur le SGF)

Source des recettes	Recettes			% du total des recettes			Variation moyenne annuelle en %	
	1989-1990	1994-1995	1995-1996	1989-1990	1994-1995	1995-1996	1989-1990 à 1994-1995	1994-1995 à 1995-1996
en millions\$								
Impôts sur le revenu des particuliers	55 384	62 535	66 130	45,9	44,9	44,8	2,5	5,7
Impôts sur le revenu des corporations	13 021	13 000	15 505	10,8	9,3	10,5	-0,0	19,3
Taxe de vente / Taxe sur les produits et services	17 768	21 369	22 230	14,7	15,3	15,1	3,8	4,0
Autres taxes de consommation	10 992	11 192	11 293	9,1	8,0	7,7	0,4	0,9
Taxes sur les carburants	2 414	3 690	4 230	2,0	2,6	2,9	8,9	14,6
Droits de douane	4 592	3 790	3 270	3,8	2,7	2,2	-3,8	-13,7
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 032	2 980	2 942	2,5	2,1	2,0	-0,3	-1,3
Autres	954	732	851	0,8	0,5	0,6	-5,2	16,3
Cotisations à l'assurance-chômage	10 646	18 933	19 721	8,8	13,6	13,4	12,2	4,2
Autres recettes fiscales	2 059	1 954	1 940	1,7	1,4	1,3	-1,0	-0,7
Revenus de placements	5 843	4 930	4 952	4,8	3,5	3,4	-3,3	0,4
Autres recettes, non citées ailleurs	5 035	5 387	5 735	4,2	3,9	3,9	1,4	6,5
Total des recettes	120 748	139 300	147 506	109,1	108,0	107,7	2,9	5,9
en millions\$								
Fonction des dépenses	Dépenses			% du total des dépenses			Variation moyenne annuelle en %	
	1989-1990	1994-1995	1995-1996	1989-1990	1994-1995	1995-1996	1989-1990 à 1994-1995	1994-1995 à 1995-1996
en millions\$								
Services généraux	6 350	7 482	7 670	4,3	4,2	4,3	3,3	2,5
Protection de la personne et de la propriété	14 441	15 762	14 981	9,7	8,9	8,3	1,8	-5,0
Transports et communications	3 610	3 935	3 206	2,4	2,2	1,8	1,7	-18,5
Santé	7 780	8 966	8 041	5,2	5,1	4,5	2,9	-10,3
Services sociaux	43 210	57 743	57 862	29,0	32,6	32,2	6,0	0,2
Éducation	4 441	5 260	4 912	3,0	3,0	2,7	3,4	-6,6
Affaires extérieures et aide internationale	4 120	4 942	3 255	2,8	2,8	1,8	3,7	-34,1
Transferts à des fins générales	10 040	11 183	10 619	6,7	6,3	5,9	2,2	-5,0
Service de la dette	38 771	42 260	49 386	26,1	23,9	27,5	1,7	16,9
Autres dépenses, non citées ailleurs	15 985	19 439	17 324	10,7	11,0	9,6	4,0	-10,9
Réserves pour éventualités	...	...	2 500	...	...	1,4	...	...
Total des dépenses	148 748	176 972	179 756	100,0	100,0	100,0	3,5	1,6
Surplus (déficit)	(28 000)	(37 672)	(32 250)	...	...	...	6,1	-14,4

... n'ayant pas lieu de figurer.

Finances de l'administration fédérale, rapprochement des données du système de la gestion financière (SGF) et des données sur la base des comptes publics

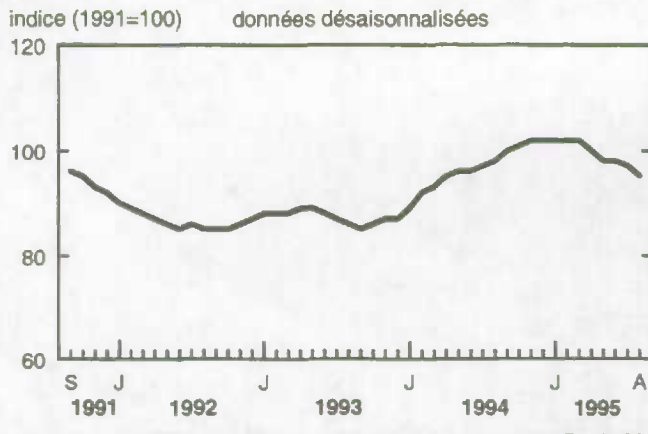
	1994-1995 (estimations révisées)			1995-1996 (estimations)		
	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses	Recettes	Dépenses	Recette moins dépenses
	en millions\$					
Totaux sur la base des comptes publics (tels que présentés dans le budget du 27 février 1995)	125 000	162 900	(37 900)	133 200	165 900	(32 700)
Rajustements pour l'obtention des données du SGF						
Addition nette des «fonds spéciaux» pour refléter l'univers du SGF						
Énergie atomique du Canada	175	175	0	151	151	0
Commission canadienne du lait	269	147	122	359	44	315
Société de développement du Cap-Breton	240	240	0	252	252	0
Comptes des prestations de décès	77	(55)	132	76	(40)	116
Administrations - Pilotage	76	76	0	76	76	0
Autres fonds spéciaux	111	137	(26)	123	104	19
Total, rajustements de l'univers	948	720	228	1 037	587	450
Additions pour tenir compte du traitement «brut» du SGF						
Prise en compte des recettes portées en déduction des dépenses sur la base des comptes publics						
Taxe d'aéroport	652	652	0	636	636	0
Services de police	719	719	0	713	713	0
Ventes de biens et de services	1 276	1 276	0	1 187	1 187	0
Autres revenus	186	186	0	188	188	0
Prise en compte des dépenses portées en déduction des recettes sur la base des comptes publics						
Prestation fiscale	5 280	5 280	0	5 280	5 280	0
Autres crédits d'impôt	4 834	4 834	0	4 830	4 830	0
Allocations aux jeunes	405	405	0	435	435	0
Rajustements totaux du traitement «brut»	13 352	13 352	0	13 269	13 269	0
Rajustements totaux pour l'obtention des données	14 300	14 072	228	14 306	13 856	450
Totaux sur la base du SGF	139 300	176 972	(37 672)	147 506	179 756	(32 250)

Indice de l'offre d'emploi

Août 1995

L'indice de l'offre d'emploi continue à baisser en août pour s'établir à 95 (1991=100). Après avoir connu une croissance tout au long de 1994, l'indice de l'offre d'emploi a baissé de 7% depuis janvier 1995.

L'indice de l'offre d'emploi a baissé pour un cinquième mois consécutif en août



L'indice de l'offre d'emploi est un indicateur de l'intention des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. Selon l'indice, l'intention d'embaucher a ralenti en 1995. Cette faiblesse du

Note aux lecteurs

L'indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Il reflète les changements dans la demande de travail sur ces marchés. Cependant, les postes ne sont pas tous comblés par l'entremise des annonces classées; c'est pourquoi l'indice ne représente qu'une partie de l'embauche sur le marché du travail.

Les séries de l'indice de l'offre d'emploi ont été désaisonnalisées et lissées afin de faciliter la comparaison mensuelle.

marché du travail peut s'expliquer partiellement par le relâchement de l'économie tel que supporté par des indicateurs économiques qui rapportent sur les activités manufacturières et la construction de logements.

En août, l'indice de l'offre d'emploi a augmenté de 3% dans les provinces de l'Atlantique. Cette augmentation est plus que contrebalancée par des diminutions de 3% au Québec et en Colombie-Britannique. On remarque des diminutions de 2% pour l'Ontario et pour les provinces des Prairies.

Données stockées dans CANSIM: matrice 105 (niveaux 8 et 9).

Les indices des régions métropolitaines faisant partie de l'enquête sont disponibles sur demande.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Adib Farhat au (613) 951-4045 ou Carole Fraser au (613) 951-4039, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087.

Indice de l'offre d'emploi (1991=100)

	Août 1994	Juin 1995	Juillet 1995	Août 1995	Août 1994 à août 1995	Juillet 1995 à août 1995
données désaisonnalisées						
					variation en %	
Canada	98	98	97	95	-3	-2
Provinces de l'Atlantique	99	96	99	102	3	3
Québec	100	105	103	100	0	-3
Ontario	100	105	105	103	3	-2
Provinces des Prairies	97	89	89	87	-10	-2
Colombie-Britannique	83	78	76	74	-11	-3

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les anticipations à court terme

Depuis les cinq dernières années, Statistique Canada demande à un petit groupe d'économistes (une moyenne de 17 participants) de prévoir, pour le mois suivant, certains indicateurs économiques clés. Les participants prévoient la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC) et du taux de chômage, le niveau des importations et des exportations de marchandises ainsi que la variation du produit intérieur brut au coût des facteurs.

Une évaluation de la moyenne exacte des prévisions (voir *L'Observateur économique canadien* de mars 1993) a démontré une moyenne supérieure aux prévisions naïves et suggère également que la qualité des prévisions s'améliore avec le temps.

- La prévision du mois d'août 1995 pour l'IPC est un changement d'une année à l'autre de 2,5%. Les opinions varient d'un minimum de 2,3% à un maximum de 2,7%. Le mois dernier, la moyenne des prévisions (+2,5%) était égale au chiffre réel.
- Les participants prévoient un taux de chômage à 9,8% avec un minimum de 9,5% et un maximum de 10,0%. La moyenne des prévisions pour le mois de juillet (+9,6%) a sous-estimé le chiffre réel de 0,2%.
- La prévision pour les exportations en juillet s'est située à 20,6 milliards\$ au lieu de 20,3 milliards\$ le mois dernier. Les opinions varient d'un minimum de 20,0 milliards\$ à un maximum de 21,1 milliards\$. La prévision actuelle des importations pour juillet (18,8 milliards\$), avec un minimum de 18,2 milliards\$ et un maximum de 19,0 milliards\$, démontre une diminution de 0,3 milliard\$ du mois précédant qui surestimait le chiffre réel de 18,7 milliards\$.
- Les experts croient que la variation mensuelle du produit intérieur brut réel pour juillet augmente de 0,1%. Les opinions varient largement entre un minimum de -0,2% et un maximum de +0,5%. La prévision du mois de juin de 0,1% a surestimé le chiffre réel de -0,1%.

Le prochain communiqué paraîtra le 3 octobre 1995.

Pour commander un ensemble complet de tableaux ou pour plus de renseignements, communiquez avec Diane Lachapelle au (613) 951-0568. ■

Statistiques du téléphone, grands réseaux téléphoniques

1994 (rapport préliminaire)

Les 14 principaux réseaux téléphoniques ont déclaré des recettes d'exploitation totalisant 13,9 milliards\$ en 1994, ce qui constitue une hausse de 1,1% par rapport à 1993. Les dépenses d'exploitation atteignaient 10,5 milliards\$, une hausse de 2,8% par rapport à 1993. Les recettes nettes se sont chiffrées à 3,4 milliards\$, en baisse de 4,0% par rapport à 1993.

Le *Bulletin de service Communications*, Vol. 25, N° 3 (56-001, 12\$/40\$) paraîtra bientôt. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec J. R. Slattery au (613) 951-2205, Division des services, des sciences et de la technologie. ■

Produits chimiques industriels et résines synthétiques

Juillet 1995

Les fabricants ont produit 167 402 tonnes métriques de résines de polyéthylène en juillet 1995, ce qui représente une hausse de 1,7% en regard des 164 544^t (donnée révisée) tonnes métriques produites en juillet 1994.

De janvier à juillet 1995, la production a totalisé 1 225 601 tonnes métriques, une hausse de 16,3% par rapport à 1 054 018^t tonnes métriques produites durant la même période en 1994.

Les données sur la production de trois autres types de résines synthétiques et de 24 produits chimiques industriels sont également disponibles pour les mois de juillet 1994 et de juillet 1995.

Données stockées dans CANSIM: matrice 951.

Le numéro de juillet 1995 de *Produits chimiques industriels et résines synthétiques* (46-002, 6\$/60\$) paraîtra bientôt. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Suzette DesRosiers au (613) 951-9836, Division de l'industrie. ■



NOUVELLES PARUTIONS

Production, livraisons et stocks en main des scieries à l'est des Rocheuses, juin 1995

Numéro au catalogue: 35-002

(Canada: 11\$/110\$; États-Unis: 14\$US/132\$US; autres pays: 16\$US/154\$US).

Lampes électriques (ampoules et tubes), juillet 1995

Numéro au catalogue: 43-009

(Canada: 6\$/60\$; États-Unis: 8\$US/72\$US; autres pays: 9\$US/84\$US).

Ciment, juillet 1995

Numéro au catalogue: 44-001

(Canada: 6\$/60\$; États-Unis: 8\$US/72\$US; autres pays: 9\$US/84\$US).

Bulletin de service du Centre des statistiques de l'aviation, vol. 27, n° 8

Numéro au catalogue: 51-004

(Canada: 11\$/105\$; États-Unis: 13\$US/126\$US; autres pays: 15\$US/147\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: 1 (800) 267-6677
Pour les autres pays, composez: 1 (613) 951-7277
Ou envoyer votre commande par télécopieur: 1 (613) 951-1584

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.